**Dijon, ville *high tech* et intelligente ?**

**Faux semblants et illusions des *smart cities***

La ville de Dijon semble engagée dans une course frénétique pour être à la pointe de la métropolisation contemporaine. Les autorités urbaines ambitionnent ainsi de faire de Dijon la première « ville intelligente » d’Europe. En partenariat avec de grands groupes industriels comme Bouygues, Suez et CapGemini, il s’agit de connecter tous les services urbains pour instaurer une surveillance généralisée et une gestion hi*gh tech* de l’urbain. Mais il est urgent et nécessaire de démonter les rouages imaginaires et techniques de cette méga-machine en construction afin de rompre avec l’avenir unique et catastrophique qu’elle promet. Pour défaire l’image de la *smart city* construite et abondamment diffusée dans des clips et autres discours publicitaires, il faut revenir sur ce que signifient ces labels que s’approprient avec fierté la municipalité.

Une « ville intelligente » ou « smart city » désigne d’abord un réseau d’informations permettant d’optimiser les ressources dans différents domaines. Tout cela repose essentiellement sur une collecte massive des données numériques afin de rendre plus efficace les installations publiques, les transports en commun, l’énergie et autres réseaux urbains. Mais il ne faut pas se tromper sur ce que signifie ici « l’intelligence ». Comme le note Michel Blay dans un petit livre lucide, le mot « intelligence » employé ici, comme ailleurs pour désigner des objets high-tech, des voitures, des maisons ou des villes, *« doit être entendu en son sens anglais de "renseignement"* – *comme dans "intelligence service"* – *c’est-à-dire au sens d’informations qui circulent, ce qui est bien différent de l’intelligence sous ses divers aspects ouvrant l’ensemble des facultés humaines, mais proche d’un travail de police[[1]](#footnote-1) »*.

La smart city est célébrée et promue comme une solution pour répondre aux défis du changement climatique, à l’explosion des déchets ou aux crises sociales en accroissant la surveillance des habitants et de tous les flux de matières qui fondent le fonctionnement d’un organisme urbain. De nombreux universitaires, chercheurs, et cabinets privés se sont mis sur ce créneau et travaillent non pas à comprendre ce que regroupe ce label mais à les développer et les légitimer alors que les autorités publiques et les industrielles font de la *smart city* l’avenir de l’urbain. Officiellement il s’agit donc de rendre la ville plus « conviviale » et plus écologique, c’est en quelque sorte le volet métropolitain des multiples promesses numériques qui fleurissent partout.

Depuis les années 1980, le concept anglophone de *smart-city* s’étend et ne cesse de faire des émules à travers le monde, notamment dans les grandes métropoles d'envergure planétaire et en forte croissance qui accompagnent la mondialisation. A Singapour, un système de caméras suit ainsi le déplacement des populations, la propreté des espaces publics, et même le trafic des véhicules, tous les actes jugés déviants sont ainsi potentiellement repérés. A Dubai, 50 services "intelligents" ont été lancés via l’introduction d’une application numérique qui gère aussi bien les contraventions adressées aux conducteurs pris en flagrant délit par les caméras que les factures d’électricité. Les Etats-Unis sont évidemment en pointe dans ce processus et en 2016, Denver et le fabricant électronique Panasonic ont annoncé un partenariat afin de transformer une partie de la ville du Colorado en *smart city*. Cela passe par la transformation de la région autour de l’aéroport en hub technologique, avec optimisation de la consommation d’eau et d’énergie ainsi que les transports, analyse en temps réel du trafic routier et piéton, mais aussi déploiement de la télémédecine et de l’identification biométrique.

En France, les autorités s’enthousiasment également pour les smart-cities dans lesquelles elle voit une réponse à la crise de l’urbain et une nécessité pour rivaliser à l’échelle globale. A côté de Nantes, Lille, Montpellier ou Lyon, les autorités de la métropole dijonnaise Dijon ambitionnent ainsi de créer une « smart métropole » 3.0[[2]](#footnote-2). Dijon se présente même comme pionnière, et ne cesse de vanter ses projets de smart city en mettant en avant la démocratie, le partage, l’écologie, la transition :

*« La création de "Dijon métropole intelligente et connectée" est d'abord une démarche collaborative, peut-on ainsi lire sur le site de la mairie. Cette métropole intelligente s'élabore grâce à la réunion des idées et des forces créatives des habitants des 24 communes et de l'ensemble des acteurs du territoire. Cette dimension humaine, collaborative et ouverte, est au cœur du projet dijonnais. Dans cette démarche partagée d'innovation territoriale, la technologie numérique se met au service de l'humain, et non l'inverse. En tirant pleinement partie de la révolution numérique, ce projet de métropole intelligente et connectée permettra de co-construire des services innovants, de faciliter le quotidien des citoyens et des entreprises, d'améliorer le cadre de vie, de développer le mieux-vivre ensemble et de faire progresser la transition écologique. La métropole intelligente de demain, ce sont d'abord les habitants qui la font »[[3]](#footnote-3).*

Mais derrière ces promesses se dissimulent d’autres enjeux plus concrets : la surveillance croissante généralisée, des partenariats publics-privés, la vision néolibérale des villes en compétition, la survalorisation des potentialités du numérique au détriment de leurs impacts réels. Celui qui est d’ailleurs en charge du projet, conseiller municipal depuis 2014 et conseiller de la communauté d’agglo, est également depuis janvier 2015 « délégué à l’innovation territoriale » du Groupe La Poste, où il exerce des « fonctions de management et de dirigeant opérationnel». Après avoir travaillé sur la transformation numérique de l’entrepris, notamment dans la communication interne, il applique ses compétences à la numérisation accélérée de la ville et de ses habitants.

Concrètement et au-delà des discours publicitaires trop généraux, l’objectif est d’abord de centraliser la surveillance et le commandement de la métropole en réunissant le PC sécurité, le centre de la police municipale, le centre de supervision urbaine, le PC circulation, le service d'e-administration dit « Allô Mairie » et le PC neige en un seul et même poste de commandement connecté rassemblant toutes les données récupérées, notamment par les futurs capteurs, qui restent encore pour la plupart à installer. Face à ceux qui pensent d’abord la ville par sa fabrique ordinaire par les habitants et les relations sociales de voisinages, la métropole pense d’en haut selon une conception verticale et élitiste.

Pour l’instant, la smart city est encore en projet et relève surtout de la promesse. Mais les briques se mettent peu à peu en place. La métropole a attribué durant l’automne 2017 à un groupement composé de Bouygues et Citelum (filiale d’EDF), SUEZ et l’entreprise de service numérique Capgemini, le contrat pour la réalisation et la gestion pendant 12 ans du poste de pilotage connecté des équipements de l’espace public des 24 communes de la métropole. Ce « poste de pilotage » doit entrer en fonction en février 2019. Le coût estimé s’élève à environ 150 M d’euros, qui devrait officiellement être rentabilisé par les importantes économies d’énergies attendues, et par la vente des données récoltées aux entreprises numériques.

Au-delà des publicités et des promesses, tentons un petit exercice de démystification pour comprendre les enjeux. L’expression « ville intelligente » est d’abord le fruit d’une stratégie de reconquête de nouveaux marchés mis en place par la firme IBM au cours des années 1990. Souhaitant relever ses profits dans une période de récession, la firme a en effet identifié les villes comme un immense marché potentiel, en associant celles-ci aux technologies de l’information et de la communication. La Smart-city s’inscrit par ailleurs dans la continuité des processus de métropolisation censés relancer la modernisation, elle en constitue même l’infrastructure de base. Elles témoignent aussi de la concurrence délétère à laquelle se livrent les métropoles actuelles, et reflète parfaitement la fascination débridée et excessivement naïve pour les nouvelles technologies.

Les villes intelligentes sont par ailleurs associées à d’autres grands projets et à des visions politiques et économiques, elles sont liées à l’équipement croissant des populations en smartphone ou aux réseaux « intelligents » comme les compteurs Linky pourtant abondamment contestés. Le marché des Villes Intelligentes est gigantesque, selon un rapport du cabinet Grand View Research, il devrait atteindre 1 400 milliards de dollars d’ici à 2020. On comprend l’intérêt des grandes entreprises du numérique et du bâtiment pour ce genre de projet. Mais cette soumission aux enjeux économiques peut-il aider à construire une ville vivable et capable de répondre aux défis sociaux et écologiques du présent ? Ne s’agit-il pas d’abord de ramener le développement urbain aux seules valeurs économiques ? Au nom de l’écologie et du partage s’édifient peu à peu le monde invivable de la surveillance algorithmique[[4]](#footnote-4).

Aux yeux des organisateurs des *Big Brother Awards*, les *smart cities* constituent d’ailleurs une violation de la vie privée des citoyens. D'après eux, «presque toutes ces données sont recueillies et utilisées sans que personne ne leur ait donné la permission. De plus, il est pratiquement impossible d’autoriser ceci, étant donné qu’il n’est pas clair de quelles données il s’agit exactement. Il est également difficile de savoir à quelles fins les données sont recueillies et utilisées. Les autorités locales énumèrent toutes sortes d’objectifs pour leurs initiatives de "villes intelligentes": la publicité, le tourisme, la durabilité, la mobilité, le développement urbain ou la sécurité. Toutefois, il est difficile de savoir à quelles fins les informations seront finalement utilisées»[[5]](#footnote-5).

Les *smart cities* sont donc au cœur de quelques-uns des enjeux décisifs du présent et toute critique de la métropolisation doit s’en emparer: les intérêts d’entreprises privés largement prédatrices ; le triomphe du marketing creux et du langage publicitaire déconnecté du réel ; l’obsession de la puissance et l’imaginaire concurrentiel des édiles locaux ; la surveillance généralisée et les nouvelles formes de contrôle social.

1. Michel Blay, *Penser ou cliquer. Comment ne pas devenir des somnambules ?*, CNRS éditions, 2016. [↑](#footnote-ref-1)
2. Laetitia Van Eeckhout « Dijon ambitionne de devenir une « smart métropole » 3.0 », le Monde, 8 novembre 2017. [↑](#footnote-ref-2)
3. https://www.metropole-dijon.fr/Les-grands-projets/ONDijon-metropole-connectee [↑](#footnote-ref-3)
4. Eric Sadin, *La silicolonisation du monde : L’irrésistible expansion du libéralisme numérique*, L'échappée, coll. « Pour en finir avec », 2016 [↑](#footnote-ref-4)
5. https://bigbrotherawards.be/fr/ [↑](#footnote-ref-5)